

Aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Règlement

Délibération du 12 octobre 2020

Préalable

Le présent dispositif d'aide de la commune de Villefontaine est mis en œuvre dans le cadre de l'opération collective au titre du FISAC pour laquelle l'Etat a notifié à la commune l'attribution de subvention par décision N°19-0253 du ministre de l'Economie et des finances. Ce dispositif a également vocation à intervenir conjointement avec le dispositif d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 1. Finalités

Ce dispositif a pour objectif d'aider par une subvention d'investissement les très petites entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et des services à s'installer ou se développer dans un point de vente accessible au public.

Article 2. Territoire éligible

- L'établissement concerné par l'investissement sera situé sur le territoire de la commune de Villefontaine et en dehors des zones d'activités économiques.
- Les commerces situés dans le centre-ville et dans les quartiers de Villefontaine sont éligibles.
- Le secteur géographique privilégié est le centre-ville.

Article 3. Bénéficiaires

Pour être éligibles à l'aide de l'Etat au titre du FISAC, les entreprises devront respecter les critères d'éligibilité définis par la rubrique « a) Moderniser les entreprises de proximité existantes » du chapitre « I.1.2 Dépenses éligibles et taux d'aide » du cahier des charges de l'édition 2018 de l'appel à projet du FISAC.

Sont éligibles les entreprises répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- employer de 0 à 49 salariés inclus, générer un chiffre d'affaires qui n'excède pas 1 million d'euros hors taxes et disposer d'une surface de vente inférieure à 400 m² ;
- être indépendantes ou franchisées avec un point de vente accessible au public, à l'exclusion des commerçants non-sédentaires ;
- réaliser la majorité de leur chiffre d'affaires hors taxes auprès des particuliers ;
- être en phase de création, de reprise ou de développement ;
- être inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers, ou relevant de la liste des entreprises de métiers d'art reconnues par l'arrêté du 24 décembre 2015 ;
- être à jour de leurs cotisations sociales et fiscales.

Sont exclues :

- les succursales dépendant juridiquement d'une grande enseigne ou d'une entreprise dépassant les seuils fixés par le présent règlement,
- Les sociétés civiles immobilières.

Article 4. Activités éligibles

Sont éligibles les commerces de proximité avec un point de vente.

Un point de vente ou magasin, est un établissement de vente au détail, avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en établissement recevant du public. Il doit pouvoir accueillir la clientèle de l'entreprise et disposer d'une vitrine. Sont donc exclus les établissements auxiliaires, tels que les entrepôts ou les bureaux d'entreprises commerciales, sans chiffre d'affaires propre.

Le commerce de proximité se compose de commerces de quotidien, dans lesquels le consommateur se rend fréquemment, et qui réalisent la majorité de leurs chiffres d'affaires auprès d'une clientèle de particuliers :

- les commerces alimentaires spécialisés,
- les alimentations générales, les supérettes, les traiteurs, les cafés-tabacs,
- les commerces de détail,
- les laveries, blanchisseries, teintureries de détail, couturiers, cordonniers,
- les garages, les distributeurs de carburant,
- les soins de beauté : instituts de beauté, salons de coiffure/barbiers, ongleries, salles de sport/remise en forme,
- les restaurants,
- les entreprises de métiers d'art.

Sont exclus :

- les professions libérales, pharmacies, banques, assurances et courtiers, experts-comptables, agences immobilières, professions paramédicales (orthopédistes, prothésistes...), taxis/transports de personnes et marchandises/ambulanciers, auto-écoles ;
- l'artisanat de production sans point de vente et les artisans du BTP (y compris avec un point de vente/showroom) ;
- l'hôtellerie indépendante et de chaîne, l'hébergement collectif ;
- les activités liées au tourisme ne s'adressant pas majoritairement à la population locale.

Article 5. Dépenses éligibles

Pour être éligibles à l'aide de l'Etat au titre du FISAC, les investissements devront respecter les critères d'éligibilité définis par la rubrique « a) Moderniser les entreprises de proximité existantes » du chapitre « I.1.2 Dépenses éligibles et taux d'aide » du cahier des charges de l'édition 2018 de l'appel à projet du FISAC.

Sont éligibles les investissements liés à l'installation ou la rénovation du point de vente, neufs ou d'occasion (sous les réserves d'un acte authentifiant la vente, qu'ils soient sous

garantie du vendeur et que le vendeur atteste par écrit que le matériel n'a jamais été subventionné) :

- les investissements de rénovation : vitrines, mise en accessibilité du local, façades, enseignes, décoration, aménagement intérieur, etc. ;
- les équipements destinés à assurer la sécurité du local (caméras, rideaux métalliques, etc.) ;
- les investissements d'économie d'énergie (isolation, éclairage, chauffage, etc.) ;
- les investissements matériels : matériels professionnels spécifiques, mobilier, équipements informatiques et numériques, sites internet marchands, véhicules de tournée pour les commerçants sédentaires.

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :

- l'acquisition de fonds de commerce, de locaux, de terrains ;
- en cas de reprise d'entreprise, le rachat du mobilier, de l'enseigne ; seuls sont éligibles les nouveaux investissements ;
- les coûts de main d'œuvre relatifs aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même ;
- les investissements immobiliers (gros-œuvre, terrasse, parking, extension de bâtiments, etc.) ;
- les véhicules utilitaires non liés à un point de vente (dépanneuse, véhicule de transport utilisé pour les achats, véhicule de livraison excepté le cas prévu du véhicule de tournée, etc.) ;
- le matériel d'exposition (showroom) ou la constitution du stock ;
- les supports de communication consommables (plaquettes, flyers, cartes de visite, vitrophanie, etc.) ;
- les frais de maîtrise d'œuvre, de déménagement, de stockage durant les travaux, les frais d'étude ;
- l'achat de consommables (nappes, couverts, vêtements professionnels, vélos pour un loueur de vélos, etc.) ;
- les aménagements/équipements de locaux attenants au domicile sans entrée indépendante pour la clientèle ;
- les dépenses financées par un crédit-bail ou sous forme de leasing (ou location avec option d'achat, ou location longue durée).

Une même entreprise ne pourra bénéficier qu'une seule fois du dispositif sur une période de trois ans, à moins qu'il s'agisse d'un projet concernant de nouvelles activités.

Article 6. Critère de sélection

Afin de sélectionner les projets, les critères suivants seront utilisés :

- qualité du projet : impact des investissements et de l'aide sur le développement de l'entreprise en termes de production ou de commercialisation ;
- viabilité de l'entreprise : concurrence, zone de chalandise, capacité à réaliser l'investissement ;

- concours du projet à la vitalité du centre-ville ou du quartier concerné: qualité architecturale du projet, diversification de l'offre commerciale du centre-ville et du quartier, cohérence de l'offre proposée avec le fonctionnement du quartier, du centre-ville et notamment de son espace piéton ;
- perspective de l'emploi dans l'entreprise.

Afin de bénéficier de l'aide de l'Etat au titre du FISAC, les entreprises devront réaliser au préalable un diagnostic de leur projet d'investissement auprès de la chambre consulaire dont elles sont ressortissantes. Ce diagnostic sera intégralement pris en charge financièrement dans le cadre de l'opération collective de Villefontaine au titre du FISAC.

Article 7. Montant de l'aide

Le plancher de subvention est fixé à 1 000 €, soit un minimum de 5 000 € HT de dépenses éligibles.

Le plafond de subvention est fixé à 10 000 €, soit un maximum de 50 000 € HT de dépenses éligibles.

Le taux maximum d'intervention de la commune est fixé à 20 % des dépenses éligibles. Il est porté à 30 % lorsque ces investissements portent sur l'accessibilité des entreprises à tous les publics.

Le taux maximum d'intervention de l'Etat au titre du FISAC est fixé à 20 %. Il est porté à 30 % lorsque ces investissements portent sur l'accessibilité des entreprises à tous les publics.

L'aide peut être cumulée avec l'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Le financement d'un investissement par le FISAC est subordonné à la condition que celui-ci ne bénéficie pas d'un autre financement de l'Etat.

Cette aide est adossée au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Ce règlement prévoit notamment que le montant total des aides de minimis octroyées à une même entreprise ne doit pas excéder 200 000 € sur une période de trois ans (deux exercices fiscaux + exercice en cours).

Article 8. Modalités d'attribution de la subvention

Le courrier d'intention et le dossier de demande de subvention seront à retirer auprès du service économie de proximité de la commune.

Les entreprises devront solliciter l'aide de la commune par courrier avant tout commencement de l'opération (la signature de bons de commande, de devis, de factures pro-forma, etc. constitue juridiquement un début d'opération). La date à laquelle la lettre d'intention a été reçue par la commune, ou le dossier en l'absence de lettre d'intention,

constituera la date de début d'éligibilité. En cas de commencement de l'opération avant la réception de la demande, le dossier sera automatiquement rejeté.

Le dossier complet devra être, sauf cas particulier, adressé dans les deux mois à compter de la date à laquelle la lettre d'intention a été reçue par la commune. Seuls les dossiers complets seront vérifiés et présentés en conseil municipal.

Le dossier de demande de subvention est identique à celui exigé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre de l'aide régionale au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

Dans le cadre de travaux concernant la devanture commerciale en centre-ville, la charte devantures devra être signée et porter la mention « lu et approuvé » par l'entreprise et un visuel préfigurant la modification devra être joint, en annexe du dossier.

L'entreprise joindra également à son dossier une copie des justificatifs suivants :

- un RIB ;
- un extrait d'immatriculation au Répertoire des métiers ou au Registre du commerce et des sociétés (de moins de 3 mois) ;
- le certificat d'inscription au Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements (extrait SIRENE de l'INSEE faisant apparaître les numéros SIREN et SIRET correspondant au lieu d'implantation du projet) ;
- si le demandeur fait partie d'un groupe, joindre un organigramme (avec participations, effectifs et chiffre d'affaires des sociétés du groupe) ;
- les deux dernières liasses fiscales et leurs annexes, ainsi que les deux derniers bilans consolidés au niveau du groupe le cas échéant ou un compte de résultat prévisionnel sur trois ans pour les entreprises ayant moins de deux années d'existence ;
- les devis du projet ;
- l'attestation relative aux subventions perçues par l'entreprise durant les trois dernières années ;
- les statuts de l'entreprise.

L'attribution de l'aide communale et de l'aide d'Etat au titre du FISAC fera l'objet d'une délibération du conseil municipal dans la limite du budget annuel affecté à ce programme et après accord des partenaires signataires de la convention cadre du FISAC. Cette délibération sera notifiée à l'entreprise.

Article 9. Modalités de paiement de la subvention

La subvention communale et de l'Etat au titre du FISAC sera versée en une seule fois au bénéficiaire après vérification des investissements sur place par la commune et sur présentation :

- des factures certifiées acquittées conformes au devis présenté dans le dossier d'instruction ;
- le cas échéant des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet.

Si le montant des factures présentées est inférieur au montant des devis initiaux, la subvention sera versée au prorata des dépenses effectivement réalisées. En revanche, si le total des factures dépasse le montant des devis initiaux, la subvention restera celle inscrite dans la délibération du conseil municipal.

Article 9 : Délai de réalisation

À compter de la date de notification de l'attribution de l'aide, l'entreprise dispose d'un délai d'un an maximum pour démarrer les travaux et de deux ans, pour réaliser le programme d'investissement et demander le versement de la subvention. Les projets bénéficiant d'une part de subvention au titre du FISAC devront faire l'objet d'une demande de versement avant le 30 novembre 2021.

Les aides qui, passés ces délais, n'auront pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles auront été attribuées, deviennent caduques.

Article 10 : Communication de l'aide

Le bénéficiaire s'engage à assurer par tout moyen, dans son établissement ou sur sa vitrine la publicité de l'aide qui lui a été octroyée à l'aide d'un visuel comprenant le logo de la commune, le logo de l'Etat et la mention « investissement soutenu par la commune de Villefontaine et l'Etat au titre du FISAC ».

Article 11 : Remboursement de la subvention

En cas de revente du bien subventionné, à une finalité autre que commerciale, dans un délai de trois ans, l'entreprise s'engage à reverser la subvention à la commune. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide.

Le à

L'entreprise + Cachet +
Mention « lu et approuvé »

Le Maire,
Patrick Nicole-Williams